

# WEBMANAGERCENTER

*L'Hebdo*



www.webmanagercenter.com - Edition numérique - numéro 25

# BAC 2018

# dans la moyenne

WEBMANAGERCENTER

**L'Hebdo - Edition numérique**

**ADRESSE :**

Rue Lac Victoria-Rés.Flamingo les  
Berges du Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775 . 71 962 617 .  
98 352 531 . 21 18 18 18 . 26 31 33 15  
Fax : (+216) 71 962 429

Email : [img@planet.tn](mailto:img@planet.tn)  
[www.webmanagercenter.com](http://www.webmanagercenter.com)

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**

Hechmi AMMAR

**REDACTEURS EN CHEF**

Amel BelHadj Ali  
Talal Bahoury

**REDACTION**

Moncef Mahroug  
Ali Driss  
Khmaies krimi  
Hamza Teboulbi  
Ibtissem Najjar  
Hajer Krimi  
Amani ibrahimi  
Sarrah Boudali  
Samy Ben nasr  
Aroua ben Zaied

**INFOGRAPHIE**

Hynd Gafsi

**WEBMASTERS**

Raja Bsaies  
Walid Zaanouni

**COMMERCIAL**

Meryem Ben Nasr

**ADMINISTRATION**

Mohamed El Ayed

**UNE SEMAINE**  
**Du 18 au 24 Juin 2018**

BAC 2018 - Pas de panique, le taux de réussite à la cession principale de 30,09% reste dans une bonne moyenne. Au cours des 4 dernières éditions, seule l'édition 2016 a fait mieux avec 33,12%.

Et comme d'habitude, la section Maths remporte la palme du meilleur taux de réussite avec 56,39%. Toujours comme d'habitude, les filles remportent aussi bien le trophée des meilleurs scores que de celui du plus grand nombre des admis à la session principale (2/3 du total).

C'est également et toujours en été qu'on remet sur le tapis la question énergétique, et des débats sont ouverts sur nos objectifs, nos plans, nos projets en matière de production d'énergies propres.

A suivre...

*[webmanagercenter.com](http://webmanagercenter.com)*

# SOMMAIRE

## N° 25 - Juin 2018



**BAC 2018 : Evolution des  
taux de réussite 2015-2018**



**BAC 2018 : Meilleurs  
moyennes, les filles haut  
la main**



**Le marché des dérivés :  
Lever de rideau**

## A LA UNE

- session principale : Evolution des taux de réussite 2015-2018
- BAC 2018 session principale : Meilleurs moyennes, les filles haut la main
- BAC 2018 session principale : Meilleurs taux de réussite, sport et mathématiques
- Le marché des dérivés : Lever de rideau
- Les 11 chantiers prioritaires pour la transition énergétique en Tunisie
- Slim Khalbous: Désormais l'accès des étudiants étrangers aux universités publiques tunisiennes est payant
- Tunisie - Non gratuité des études dans les universités publiques pour les étrangers : Quelques explications-précisions
- Les 5 atouts d'excellence de la Tunisie, selon Mounir Mouakhar
- Le conseil de l'IFC aux banques tunisiennes: Prêtez davantage aux femmes, votre croissance se stimulera!
- Augmentation du taux d'intérêt directeur de 1%: Les explications de la BCT
- Hausse du taux d'intérêt directeur de la BCT: L'impact négatif éventuel sur l'entreprise inquiète l'ATSC
- Rencontres de Carthage: Agences et médias à la recherche de nouveaux revenus
- Youssef Chahed : Développer le secteur des achats publics pour impulser la croissance

## AFRIQUE

- Depuis 1970, GE a construit plus de 100 centrales électriques en Afrique subsaharienne
- Belles perspectives économiques pour les pays d'Afrique de l'Est, selon Ecobank

## ENTREPRISES

- Accès des PME aux marchés de capitaux : Avis à manifestation d'intérêt
- Liste des sept candidats pour l'acquisition des 69,15% du capital de la Banque ZITOUNA
- Al Karama Holding : Les marocains en force pour le rachat de la banque Zitouna
- Entreprises : Le face à Face Abdelwaheb Ben Ayed - Jameleddine Aouididi
- 68 entreprises veulent bénéficier de la Ligne de dotation pour l'appui des PME
- Une soupape de sécurité pour entreprises en difficulté éventuelle

## A SUIVRE

- Cession de Dar Assabah : Khaled Ben Jemaa, Lotfi Abdennadher et Raouf Cheikhrouhou candidats au rachat
- Médias: Accord sur les conditions de cession de ShemsFM

## IDEES et DEBATS

- Vers un TMM à 7,5% en juillet, prédit Ezzeddine Saïdane
- Les interrogations de Mohsen Hassan sur la planche à billets et ses impacts

## CHRONIQUE

- «RIDICULOUS PRICES»

## POINTS CHAUDS

- Tunisie: Nouvelle augmentation du prix de l'essence

## OPINIONS

- Médias : L'audiovisuel, le pire ennemi de la démocratie en Tunisie ?

## PLUS

- Points chauds
- Des Chiffres
- Nominations
- Distinctions
- Actualité
- Agenda
- A suivre

BAC 2018 session principale :

# Evolution des taux de réussite 2015-2018



**H**istoriquement les taux de réussite moyen à la section principale du Baccalauréat tournait autour des 30 à 40% maximum, l'exception a eu lieu six mois après les événements tragiques du 26 janvier 1978, avec un taux de réussite de 51,5%. En 1993 le taux de réussite à la session principale du Bac n'a dépassé 30,10%.

Habituellement les meilleurs taux de réussite sont enregistrés par les sections sport et mathématiques.

## Evolution des taux de réussite 2015-2018:

2015: **27,22%**  
 2016: **33,12%**  
 2017: **30%**  
 2018: **30,09%**

## Evolution des taux de réussite (session principale) de la section mathématiques:

2015: **36,08%**  
 2016: **59,14%**  
 2017: **52%**  
 2018: **56,39%**

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



**Mohamed Fadhel Kraiem inaugure le «Services Opérations Center» de Tunisie Telecom**

BAC 2018 session principale :

# Meilleurs moyennes, les filles haut la main

فائمة المتفوقين على المستوى الوطني بكالوريا 2018

المتفوقين	المتفوقين	المتفوقين	المتفوقين	المتفوقين
17,61	معهد بورقيبة النموذجي تونس	الأدب	مريم مسنوري	129478
19,09	المعهد النموذجي بأريانة	الرياضيات	ابنيس كمون	144061
19,53	المعهد النموذجي بنابس	العلوم التجريبية	روك بريني	156718
17,85	معهد فرحات حشاد رادس	الاقتصاد والاصرف	ليلى بالظن	187993
19,74	معهد بورقيبة النموذجي تونس	علوم لغوية	نجران هاني	227859
17,76	معهد الغرابي العرفانية	علوم الاعلامية	سيف الدين الرباني	238962
18,94	المعهد الرياضي بنار دي كويربان بالعنزة	الرياضة	هانان الغريبي	242075

**A**vec 19,74, Nejrane Hani du lycée pilote de Tunis (sciences techniques) enregistre la plus forte moyenne de cette édition du BAC 2018.

Au dessus de 19 de moyennes deux autres candidates:

Roa Brini, sciences expérimentales du lycée

pilote de Gabès décroche une moyenne de 19,53

Inès Kamoun, mathématiques du lycée pilote de l'Ariana obtient 19,09 de moyenne

Sur les sept meilleures moyennes du BAC 2018, six sont des filles pour un seul garçon.

Sur ce nombre 4 sont des élèves de lycées pilotes, 3 proviennent de sections qui ne sont pas enseignés dans les lycées pilotes, sections Gestion, informatique et sport.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



**TOTAL EXCELLIUM,  
le nouveau carburant  
Total qui veut du bien au  
moteur de votre véhicule**

BAC 2018 session principale :

# Meilleurs taux de réussite, sport et mathématiques

الجمهورية التونسية  
 وزارة التربية  
 الإدارة العامة للامتحانات

نتائج البكالوريا  
 دورية 2018

المؤجلون		الناجحون		الحاضرون	الشعبة
النسبة	المؤجلون	النسبة	الناجحون		
% 37.45	10073	% 12.38	3330	26895	الأدب
% 27.06	2955	% 56.39	6157	10919	الرياضيات
% 28.80	7567	% 45.19	11874	26273	العلوم التجريبية
% 26.89	10104	% 24.54	9219	37573	الاقتصاد والتصرف
% 41.61	7109	% 30.53	5216	17086	العلوم التقنية
% 38.54	2263	% 22.34	1312	5872	علوم الإعلامية
% 27.03	363	% 58.97	792	1343	الرياضة
% 32.10	40434	% 30.09	37900	125961	المجموع العام

**S**ur les 125.961 candidats à l'examen du BAC 2017/2018, 30,09% seulement ont été déclarés admis à la session principale, alors que 32,10% du total vont pouvoir passer la session de contrôle.

La section SPORT avec 1343 candidats décroche la palme du meilleur taux de réussite à la session principale avec 58,97%, suivi par la section MATHÉMATIQUES (10.919 candidats) avec 56,39% et à 45,19% pour la section

SCIENCES EXPÉRIMENTALES (26.273 candidats).

Trois sections, représentant 30% de l'ensemble des candidats du BAC 2018, ont réussi un score supérieur ou proche des 50% à la session principale:

- Sport : 58,97%
- Mathématiques : 56,39%
- Sciences expérimentales : 45,19%

Le plus faible score a été enregistré dans la section LETTRES (26.895

candidats) avec un taux de réussite de 12,38%, suivi par la section INFORMATIQUE (5.872 candidats) avec 22,34% et la section GESTION (37.573 candidats, soit 30% du total des candidats au BAC) avec 24,54%.

Pour la session de contrôle le taux des candidats à la session de contrôle le plus élevé a été enregistré par la section sciences techniques avec 41,61%, suivi par la section informatique avec 38,54% et par la section lettres avec 37,45% des candidats.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Le marché des dérivés :

# Lever de rideau

Par : Ali Abdesslem

*Il existe une dynamique d'ensemble en faveur de la création d'un marché national des produits dérivés ouvert sur l'international. Ce serait un levier supplémentaire pour pousser vers la convertibilité du dinar.*



**T**oute la place s'y met, y compris la BCT, à pousser en faveur de la création d'un marché domestique des dérivés qui soit en connexion avec le marché international. Ce jeudi 21 courant, la BCT (Banque centrale de Tunisie), l'APTBEF (Association professionnelle tunisienne des banques et établissements financiers) et le Forex Club, recevaient les représentants de l'ISDA\* ainsi que de la BERD (Banque européenne et reconstruction et de développement) et Citibank dans le cadre d'un séminaire pour débattre des conditions de mise sur pied d'un marché des produits dérivés.

Le thème était "Développement des produits dérivés en Tunisie: préalables réglementaires et techniques". Une certaine ferveur flottait dans l'air et tout convergeait vers l'opportunité d'une mise à feu imminente.

Les esprits y sont prédisposés. Anticipant les faits, le gouverneur de la BCT, Marouane El Abassi, dira avec beaucoup d'ardeur et d'optimisme que «mon souhait est que, au mois de juin 2019, on se réunisse pour présenter le bilan du premier exercice de ce marché».

Bechir Trabelsi, résident du FOREX, lequel club signe son retour après une éclipse de plusieurs années, a dit en substance : «Le cadre réglementaire et les bonnes pratiques finiront par suivre, car nos experts en salles de marché sont instruits des meilleures pratiques de ce business et possèdent la philosophie du système». Cet acquis de "capacity building" nous procure une avance précieuse de professionnalisme. Alors autant engager le fer.

## Il faut y aller

De l'avis de tous les responsables et opérateurs, la place de Tunis est suffisamment mature pour se brancher au marché international des dérivés. C'est le moment d'y aller, dira le gouverneur de la BCT. C'est en période de difficultés éprouvantes qu'il faut promouvoir les instruments financiers qui renforcent la résilience de l'économie aux chocs d'où qu'ils viennent.

Il faut bien se dire que le degré fort avancé d'ouverture du pays nous met en situation d'exposition extrême aux risques croisés, à savoir les risques de taux d'intérêt, de change et de flambée des cours de matières premières.

Et c'est précisément grâce à ces instruments

## DISTINCTIONS

**Un élève tunisien décroche un prix prestigieux en France**

de couverture que l'on pourra échapper aux retombées de ces risques. Ces derniers, quand ils surviennent, s'abattent sur les opérateurs économiques. Alors quand il s'agit d'opérateurs privés, ces derniers les font supporter aux consommateurs. Et quand il s'agit d'opérateurs publics, une bonne partie est répercutée sur le budget de l'Etat grevant les finances publiques. Dans les deux cas, c'est un gâchis. En bout de chaîne, la communauté nationale y perd car les réserves de change sont saignées.

La parade de couverture permettrait à la communauté nationale d'esquiver une bonne partie de ces pertes en les évacuant sur des opérateurs internationaux dont le métier est de gérer ces risques. Et tout le monde s'accorde à dire, puisque le contexte actuel y est propice, alors exploitons cette opportunité. Les ajustements règlementaires et techniques viendront... de facto.



### **L'état des lieux**

Il faut rappeler que les instruments de base de ce marché existent sur la place. Ils sont en usage depuis environ vingt ans. Le recours à ces instruments reste épisodique et cela n'a pas favorisé l'émancipation d'un marché domestique.

Toutes les banques de la place pratiquent l'achat à terme des devises, et cette pratique remonte à la nuit des temps. La pratique des swaps des taux ainsi que le cross devises est moins répandue.

Pareil pour les options surtaux de change. Ce sont surtout les entreprises privées qui opèrent sur un marché concurrentiel qui réclament ces prestations car elles sont soucieuses de leur compétitivité et, par ricochet, de leur rentabilité.

Celles-ci savent qu'elles peuvent évacuer une partie des risques sur le marché et s'en tirent bien. Par conséquent, leur comportement apporte une réponse définitive à la question de savoir s'il faut, oui ou non, se connecter au marché international.

Dans le cas tunisien, la question prend plus de pertinence car les plus grands importateurs et exportateurs sont les entreprises publiques. Or, il se trouve que la culture de la couverture dans notre pays n'est pas très répandue. Et quand les entreprises publiques se couvrent et que le risque ne se produit pas, elles peuvent encourir les remontrances de leur tutelle qui se désolidariserait de leur engagement qui peut apparaître comme une forme de mauvaise gestion et de mauvais usage de l'argent public.

Si toute la place se convertissait au crédo de la couverture, on éviterait au secteur public beaucoup de déboires et un regain implicite d'efficacité.

On raconte que la STEG a financé une extension à Radès en s'endettant en yen quand il était à deux millimes. Sur la période de remboursement, le yen a quintuplé, passant à dix millimes, et au lieu des 100 millions de dinars -montant d'origine du prêt-, la compagnie aurait déboursé cinq fois plus. Au bout du compte, la STEG a vu ses comptes saignés d'autant mais c'est la communauté nationale qui a dû supporter la sortie supplémentaire de devises qui ont grevé nos réserves de change.

Par conséquent, quand les représentants d'ISDA proposent un format règlementaire et technique aux responsables de la place de Tunis, l'offre ne laisse pas indifférent. Bien entendu, il ne s'agit pas que d'une simple formalité. C'est bien d'un vrai chantier de réforme avec basculement aux normes financières et juridiques internationales qu'il s'agit. Cependant, au vu de l'intérêt de cette orientation pour la communauté nationale, tout recommande d'y aller.

### **Maîtriser la volatilité... la preuve par cinq**

Au moins cinq rubriques plombent notre balance commerciale. Bon an mal an, nous importons pour 2,2 milliards de dinars de carburants, pour 1,3 milliard de produits textile, pour 0,9 million de dinars de métaux, pour 0,8 million de dinars de produits plastique, enfin 0,8 million de dinars de gaz naturel.

Ces pavés sont exposés à la volatilité du marché international. Ils sont également exposés à celles des cours de change car libellés en euros et en dollars US. Ainsi qu'à celle des

taux d'intérêt car le pays s'endette pour payer en partie ses importations.

L'ennui est que cette volatilité, depuis peu, devient à sens unique car les trois variables connaissent une tendance haussière régulière. Si on persiste dans la situation actuelle, nous subirons de plein fouet les ravages des flambées des marchés. Si par contre on se dote des instruments de couverture on peut en évacuer une partie sur les opérateurs dont le métier est de gérer ce genre de risques.

Rappelons pour l'anecdote qu'une augmentation de 1 dollar sur le cours du brut engendre une augmentation de plusieurs millions de dollars pour le budget qu'il faut multiplier par trois pour avoir la contrepartie en dinars.



### Comment dès lors hésiter ?

Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en basculant vers le marché des dérivés, on gagnerait une grande expertise dans l'évaluation des tendances de marché. On se donnerait une vision réaliste des mouvements lourds à anticiper en vue de s'en prémunir par des couvertures adaptées.

Il faudra naturellement se former aux achats à terme. Et cela nous procurerait en retour une grande culture de l'accompagnement de l'émancipation économique de nos opérateurs. Ce qui est un élément précieux pour conforter l'émergence de l'économie nationale. Cela nous mettrait au moins sur un domaine, à parité avec

nos compétiteurs ; et dans cette course, tout est bon à prendre.

### L'ajustement technique et réglementaire

Si donc au niveau professionnel les obstacles sur la voie d'un marché domestique des dérivés qui soit ouvert à l'international ne sont pas inhibants, certains ajustements d'ordre juridique doivent être opérés. Il faut rappeler que parmi les risques les plus cités, il y a celui de contrepartie. Dans l'hypothèse d'un achat à terme, il faut que les opérateurs se protègent contre le risque de défaut financier qui survient si l'un des contractants, acheteur ou vendeur, tombe en faillite.

Le marché international privilégie des règlements universels auxquels les législations nationales doivent se conformer ou du moins ne pas gêner.

A titre d'exemple, la Loi sur les faillites en Tunisie cherche toujours à préserver l'outil de production alors que les créanciers souhaitent sa liquidation pour se faire payer.

Pareil pour le Code du change qui autorise, principalement, les transferts de devises relevant de transferts sur échanges de l'économie réelle.

Le format ISDA comporte en réalité une architecture complète qui comprend notamment une chambre de compensation. Cette institution garantit la couverture de tous les risques. D'ailleurs, la Bourse de Tunis présente une institution similaire avec son Fonds de garantie lequel peut indemniser les clients de tout intermédiaire en Bourse en cas de faillite.

Et cette chambre plaide pour la reconnaissance légale du contrat à terme comme contrat financier et non commercial. Le contrat financier est accompagné de la clause de compensation-résiliation (close out netting) qui est une clause d'activation de la faillite de l'opérateur si elle survient, et d'indemnisation rapide de l'opérateur requérant.

Nous regrettons l'absence, lors du débat, de représentants du ministère des Finances et de la Bourse, car les uns et les autres sont directement concernés et leur agrément est nécessaire à la constitution du marché.

\*International Swaps and Derivatives Association dont le siège est à Londres.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

# Les 11 chantiers prioritaires pour la transition énergétique en Tunisie



**L**es autorités énergétiques en Tunisie se penchent actuellement sur 11 chantiers prioritaires dans le cadre d'une stratégie énergétique pour 2020 et 2030.

Les trois premiers chantiers concernent la diversification du mix énergétique, la sécurisation de l'approvisionnement et le respect de l'environnement.

Il s'agit également du développement des infrastructures, l'approvisionnement équitable,

la politique sociale, la création d'agences de régulation, la gouvernance et la transparence, la compétitivité économique, la politique industrielle et le Partenariat public privé (PPP).

Ces chantiers ont été présentés, en détail, mardi, 19 juin 2018, par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables et l'Observatoire national de l'Énergie à des responsables du Conseil Mondial de l'Énergie lors d'un atelier sur "la vision énergétique pour la Tunisie".

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Slim Khalbous:

# Désormais l'accès des étudiants étrangers aux universités publiques tunisiennes est payant

**C**onformément à une nouvelle loi, l'accès des étudiants étrangers dans les établissements universitaires publics en Tunisie sera désormais payant. C'est Slim Khalbous, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui l'a indiqué mardi 19 juin 2018.

A rappeler qu'il avait déjà indiqué, il y a quelques semaines que le gouvernement était en train d'étudier la possibilité de faire payer l'accès payant des établissements publics pour les étudiants étrangers. Maintenant c'est chose faite.

Les frais de ces études sont fixés à 5.000 dinars pour une licence et 15.000 dinars pour les spécialités en médecine, a précisé Khalbous dans une déclaration à la TAP, en marge de sa participation avec le chef du gouvernement au démarrage de la mise en œuvre technique de la discrimination positive en matière d'orientation universitaire au titre de la prochaine année universitaire.

Réagissant (indirectement) aux reproches faits à la Tunisie concernant l'accueil des étrangers, notamment les Subsahariens, Khalbous a promis la création, dès la rentrée prochaine, d'une agence chargée d'accueillir et de suivre les étudiants étrangers.

Selon lui, une telle démarche pourrait favoriser de nouvelles sources financières pour les établissements universitaires publics et accroître le nombre des étudiants étrangers en Tunisie, dont le nombre est estimé actuellement à 7.500 (dont 3.000 seulement poursuivent



leurs études dans des universités publiques).

Cette stratégie répond à la demande croissante des étudiants étrangers voulant poursuivre leurs études en Tunisie, notamment ceux de l'Afrique, a encore dit la même source rappelant l'apport financier de cette stratégie qui contribue à la variation des sources de financement des universités publiques.

Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement supérieur a indiqué que non seulement il n'y aura pas création de nouvelles filières pour la rentrée universitaire 2018/2019, mais certaines filières vont même être supprimées d'après une évaluation objective en rapport avec le marché du travail.

## SECTEURS

**Santé: L'hôpital Razi se dote de la 1ère unité de la sclérose en plaques au Maghreb**

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Tunisie-Non gratuité des études dans les universités publiques pour les étrangers :

# Quelques explications-précisions



**S**uite à la décision du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Slim Khalbous, de rendre payant l'accès aux universités publiques tunisiennes pour les étudiants étrangers, un fin connaisseur de la coopération entre la Tunisie et les autres pays -notamment africains-, que nous appellerons SBA, apporte à nos lecteurs quelques explications et précisions.

**Primo**, il assure que «l'accès aux universités publiques tunisiennes est toujours gratuit dans le cadre de la coopération».

**Secundo**, les Tunisiens restent toujours campés dans la même logique. «On ne peut accéder à une université publique subsaharienne que dans le cadre de quotas de coopération», précise-t-il.

Et de donner un exemple : pour étudier la médecine au Maroc et au Sénégal, dit-il, un Tunisien ne peut pas le faire librement, mais doit

passer par la voie officielle de la coopération.

**Tertio**, dans le cadre de cette décision, il s'agit de faire payer ceux qui veulent y accéder hors quotas pays et hors conventions.

Ainsi, 2.000 euros en moyenne pour des branches d'ingénierie ou celles des humanités. 5.000 euros pour les études de médecine. Ce sont des montants inférieurs à ceux pratiqués par les universités privées en Afrique subsaharienne.

Notre interlocuteur suggère comme solution un renforcement de la coopération inter-pays. Dans cet d'idées, il cite la Mauritanie qui a négocié le doublement des bourses d'études pour ses étudiants. Bien entendu, les Tunisiens aimeraient accéder aux universités publiques en Afrique du Sud. Ce qui est loin d'être possible, actuellement.

«Il y a du chemin à faire pour nous les Africains...», conclut-il.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

# Les 5 atouts d'excellence de la Tunisie, selon Mounir Mouakhar

*Invité à Paris, mercredi 20 juin 2018, à un débat portant sur "Les atouts de la Tunisie dans le secteur de la santé", Mounir Mouakhar, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Tunis, le plus optimiste des Tunisiens, a saisi cette occasion pour faire le tour d'horizon des 5 atouts d'excellence de la Tunisie, à savoir la Santé, le BTP, l'agroalimentaire, les TIC et les infrastructures.*



A noter au passage la rencontre, organisée par AfricaPresse.Paris en partenariat avec le Club Afrique de la Presse Parisienne et Convergences) a réuni quatre intervenants, à savoir: Philippe de Fontaine Vive Curtaz, vice-président honoraire de la BEI, qui a parlé de l'«Etat et perspectives de l'économie tunisienne»; Dr Maher Zahar, PDG de MIRE (Medical and informatical research and education), qui évoqué «la recherche dans l'e-santé»; Dr Khaldoun Bardi, chirurgien, membre de l'Académie européenne de médecine, dont l'intervention a porté sur «la coopération internationale, l'Institut tunisien de la Santé»; et Mondher Khanfir, vice-président de TABC («focus sur la santé et l'e-santé, secteurs tunisiens d'excellence»).

Mais tout d'abord, M. Mouakhar, l'un des plus

fervents "vendeurs" de la Tunisie à l'étranger, estime que notre pays occupent "une position géographique stratégique", au nord de l'Afrique qui constitue un carrefour de l'Europe et du Moyen-Orient. De ce fait, "la Tunisie jouit d'une position géographique privilégiée qui fait d'elle un hub régional aussi bien pour l'investissement que pour le commerce et la production".

Mounir Mouakhar soulignera également que "la Tunisie d'aujourd'hui a la volonté de continuer dans la voie du traçage de son histoire et à renforcer plus que jamais sa position économique et sa réputation d'un pays ouvert sur l'Orient et l'Occident.

Il rappellera du reste que la Tunisie a été le premier pays arabe à avoir signé un accord

de coopération en 1995 avec l'Union européenne. D'ailleurs, depuis le 1er janvier 2008, la Tunisie est le premier pays de la rive sud de la Méditerranée à avoir intégré la zone de libre-échange avec l'Union européenne.

Dans cet ordre d'idées, le président de la CCI de Tunis explique avec force que la proximité géographique de la Tunisie joue un rôle prépondérant en sa faveur, notamment de par sa position centrale en Méditerranée et les accords préférentiels qu'elle a établis avec de nombreux pays partenaires, ce qui facilite l'accès à de nombreux marchés pour les entreprises qui cherchent à développer leurs activités.

Ce qui fait dire à M. Mouakhar que le principal avantage comparatif de la Tunisie est sa proximité, et que donc notre pays doit tout faire pour être la plateforme entre l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique.

“Notre pays a également un grand potentiel dans des secteurs qui ont réussi à avoir des avantages comparatifs et que nous nous engageons à les exploiter davantage dans l'environnement concurrentiel où nous vivons”.

De ce qui précède, Mounir Mouakhar développe les 5 secteurs qu'il considère comme des atouts majeurs pour la Tunisie.

En premier lieu, il y a l'agroalimentaire au sens large du terme. En effet, il explique à l'assistance que l'agriculture est l'un des piliers de l'économie tunisienne ; elle représente 9% du PIB et 9% des exportations totales tunisiennes. Et la croissance du secteur de l'agriculture sera de l'ordre de 10,9% en 2018, et les recettes de l'exportation des agrumes, huile d'olive, dattes et autres produits devraient dépasser, pour la première fois, celles du secteur du tourisme...

En outre, la Tunisie dispose d'un climat favorable aux cultures fruitières et maraîchères de primeurs et d'arrière-saison par rapport à l'Europe, avec une grande proximité, ce qui constitue des avantages naturels considérables pour l'exportation de nos produits.

Mais ce n'est pas, souligne “le ministre sans portefeuille” : «il y a en Tunisie le savoir-faire ancestral de nos paysans qui se conjugue avec un patrimoine riche en matière de produits du terroir...

Concernant le secteur de la santé, la Tunisie occupe, aujourd'hui, le 2ème rang dans le domaine du tourisme de santé à l'échelle africaine, derrière l'Afrique du Sud, explique M. Mouakhar.

Elle est également classée deuxième destination mondiale en thalassothérapie après la France, sachant que la Tunisie dispose de tous les atouts, notamment d'un personnel médical, paramédical et technique hautement qualifié, pour être une plateforme régionale d'exportation de services de soins.

Le secteur médical est en plein essor en Tunisie avec des services médicaux développés et des compétences reconnues à l'échelle internationale. C'est un marché dynamique et en perpétuelle croissance pouvant placer la Tunisie comme plateforme régionale de référence en matière d'exportation des services liés à la santé, souligne-t-il. De ce point de vue, la Tunisie compte 2.058 centres de santé de base et 167 hôpitaux dont 23 CHU (Centre hospitalier universitaire).

Quant au troisième secteur majeur en Tunisie, il a trait celui du bâtiment et des travaux publics (BTP), considéré comme faisant partie des secteurs moteurs de l'économie nationale vu son rôle dans la réalisation des projets d'infrastructures et de bâtiments avec tous les effets positifs dans le domaine de l'emploi.

Avec une contribution de 7% dans le PIB, le BTP occupe 4ème rang de l'économie tunisienne, pour un chiffre d'affaires de 5 milliards de dinars par an et contribue à 25% des investissements globaux dans le pays.

Et pour cette année 2018 et jusqu'en 2022, le taux de croissance du secteur devrait se situer aux alentours de 3%, prévoit le président de la CCI de Tunis.

Le secteur TIC constitue l'autre force de

la Tunisie, avec une contribution au PIB du pays de 11%, bien loin celui du tourisme.

M. Mouakhar indique la Tunisie est aussi un exportateur net de logiciels et services informatiques. Elle a exporté, en 2017, pour 1 milliard de dinars, selon des chiffres de la Banque centrale de Tunisie, ce qui, dit-il, constitue «une exception en Afrique, devançant ainsi le Maroc».

Compte tenu des effets d'entraînement du secteur, les TIC ont été identifiées en Tunisie comme «un vecteur d'inclusivité, de création d'emplois et de valeur ajoutée. L'ambition nationale pour le secteur étant portée par une stratégie sectorielle volontariste : la stratégie Digitale 2018 qui vise à positionner le pays en tant que référence numérique à l'échelle internationale et à créer 50.000 emplois dans le secteur».

Enfin, l'infrastructure. La Tunisie compte aujourd'hui sept ports de commerce (Radès, Sfax, Bizerte, Gabès, Sousse, Zarzis et La Goulette), sachant qu'un port en eaux profondes va être réalisé à Enfidha. Placés sous la gestion de l'Office de la marine marchande et des ports, ces ports assurent à eux seuls 96% du commerce extérieur tunisien.

Toujours en matière d'infrastructure, la Tunisie possède également 32 aéroports dont huit internationaux (Tunis-Carthage, Monastir-Habib Bourguiba, Djerba-Zarzis, Enfidha-Hammamet, Tozeur-Nefta, Sfax-Thyna, Tabarka-Aïn Drahem et Gafsa-Ksar).

Mounir Mouakhar en conclut que, malgré une situation économique perturbée –avoue-t-il, la Tunisie demeure «... une terre d'investissements et une source de nouvelles opportunités, avec un fort potentiel, une main-d'œuvre qualifiée, une volonté commune entre public et privé pour la développer en faisant les réformes nécessaires, et une loi de finances souple qui encourage les investissements étrangers».

En somme une Tunisie qui se veut positive et travailleuse !

Le conseil de l'IFC aux banques tunisiennes :

# Prêtez davantage aux femmes, votre croissance se stimulera!

**S**elon un nouveau rapport d'IFC (Groupe de la Banque mondiale), si les banques augmentaient le nombre de prêts octroyés aux femmes entrepreneurs de Tunisie, elles pourraient accroître considérablement leurs bénéfices tout en stimulant la croissance économique à travers le pays.

Publié mercredi 20 juin 2018, le rapport révèle que bien qu'elles possèdent environ un cinquième des entreprises tunisiennes, les femmes entrepreneurs rencontrent toujours des difficultés à obtenir des financements. Elles représentent pourtant un important marché pour les prêteurs car les petites entreprises appartenant aux femmes font face à un écart de crédit combiné de 595 millions de dollars. L'étude précise également que si plus de femmes avaient accès au crédit, elles pourraient davantage développer leurs entreprises et créer des emplois.

«Les femmes entrepreneurs sont en train de changer le paysage de l'économie mondiale, tout en créant des emplois durables et en stimulant la croissance économique», a déclaré Georges Joseph Ghorra, le Représentant-résident d'IFC en Tunisie. «Au niveau national, étendre les services financiers à ces femmes permettra de créer la croissance et les emplois dont les entreprises ont tant besoin. Pour les banques, développer les services bancaires au profit des femmes a un intérêt commercial : les entreprises gérées par des femmes constituent un large marché, encore inexploité, et qui pourrait devenir un véritable moteur de rentabilité».

Toujours selon le rapport, alors que

la Tunisie est l'un de pays les plus progressistes en matière de droits des femmes dans la région du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA), ces avancées ne se traduisent pas forcément en opportunités économiques. En effet, les femmes ne représentent qu'un tiers de la population active et sont payées en moyenne 15% de moins que leurs collègues masculins.

Sur l'ensemble de la région MENA, la demande de financement pour les entreprises appartenant à des femmes, grandes ou petites, s'élève à 73 milliards de dollars par an. Si davantage de femmes avaient accès au crédit, cela conduirait à un meilleur respect de la parité et à plus d'égalité des genres dans ces pays.

Outre ces constats, le rapport souligne également que :

les femmes restent fidèles à leur banque tant qu'elles y reçoivent un service satisfaisant, et sont plus ouvertes aux autres produits que les hommes ;

les femmes épargnent davantage que les hommes en tant que clients particuliers ou professionnels, et leurs dépôts augmentent à un rythme plus élevé ;

les PME dirigées par des femmes ont une meilleure performance que celles dirigées par des hommes, et en termes de remboursement de prêt, les femmes sont tout aussi bons payeurs voire meilleurs que leurs homologues masculins.

Le rapport fait partie d'un effort plus large d'IFC qui vise à soutenir les femmes entrepreneurs au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Un élément central de cette initiative est le programme Banking on Women qui, grâce au réseau de 29



banques partenaires à travers le monde, soutient l'accès au financement des femmes. Lien vers le rapport complet.

À propos d'IFC

*IFC (Société financière internationale), institution sœur de la Banque mondiale au sein du groupe du même nom, est la plus importante institution internationale d'aide au développement au service du secteur privé dans les pays émergents.*

*Elle collabore avec plus de 2.000 entreprises à travers le monde et consacre son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et d'opportunités dans les zones les plus sensibles de la planète.*

*Au cours de l'exercice financier 2017, les financements à long terme d'IFC dans les pays en développement ont atteint 19,3 milliards de dollars et ont permis de mobiliser les capacités du secteur privé pour aider à mettre fin à la pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.*

*Pour plus d'informations : [www.ifc.org](http://www.ifc.org).*

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Augmentation du taux d'intérêt directeur de 1% :

# Les explications de la BCT

*Explications de la Banque centrale de Tunisie à la suite de sa dernière décision d'augmenter le taux d'intérêt directeur de 100 points de base, le faisant passer de 5,75% à 6,75%, soit une augmentation de 175 points de base sur une période de 3 mois. Le taux d'intérêt directeur avait été relevé une première fois de 75 points de base en mars 2018, passant de 5% à 5,75%. En 2017, le taux d'intérêt directeur avait connu deux augmentations, en avril 2017 de 4,25% à 4,75%, et en mai 2017 de 4,75% à 5%.*

**D**ans un récent communiqué, la BCT se dit déterminée à mener une politique monétaire proactive pour juguler l'inflation qui a enregistré une forte accélération en 2018.

Le Conseil d'administration de la Banque centrale de Tunisie, réuni le 13 juin 2018, a décidé une hausse de 100 points de base du taux directeur de la BCT, le portant de 5,75% à 6,75%. Cette décision a été prise à l'issue de l'examen des indicateurs récents de la conjoncture économique internationale et nationale, en particulier l'analyse des derniers développements en matière d'inflation et de prix et leurs perspectives lors des prochains mois.

Il ressort de cette analyse que les tensions inflationnistes risquent de s'exacerber davantage d'ici la fin de l'année avec des effets néfastes aussi bien sur la reprise de la croissance économique que sur le pouvoir d'achat des citoyens et de ce fait, une action préventive appropriée sur les taux d'intérêts est indispensable.

En effet, le taux d'inflation, au mois de mai 2018, est ressorti à 7,7% en glissement annuel, contre 4,8% en mai 2017. Cette envolée de l'inflation porte la marque de la hausse substantielle de l'inflation des produits alimentaires (+9,3% contre +3,9%) et des produits manufacturés (+9,2% sur un an contre +5,5%), fortement impactés par l'effet de la dépréciation du dinar et celui des relèvements des salaires, notamment en 2017.

L'inflation sous-jacente (hors produits à prix administrés et produits alimentaires frais, lesquels produits sont insensibles aux actions de la politique monétaire), qui traduit l'évolution structurelle des prix a atteint également 7,7% en mai 2018, en glissement annuel. Son caractère persistant demeure une source de préoccupation pour les autorités monétaires.

En perspectives, l'inflation risque de s'inscrire sur une tendance haussière et se situerait aux alentours de 8% en moyenne

***L'inflation risque de s'inscrire sur une tendance haussière et se situerait aux alentours de 8% en moyenne pour toute l'année 2018***

pour toute l'année 2018. L'envolée des prix internationaux de l'énergie et de la plupart des produits de base, la remontée de l'inflation chez nos principaux partenaires, la hausse des salaires sans amélioration de la productivité, la persistance du déficit commercial à un niveau insoutenable et l'accélération de la demande intérieure de consommation qui proviendrait du secteur touristique avec une saison qui s'annonce prometteuse, sont autant de facteurs qui contribueraient à propulser l'inflation vers des niveaux jamais atteints depuis près de trois décennies.

Ainsi, il y a lieu de souligner que cette action de politique monétaire confirme la détermination de la BCT à mener une politique monétaire proactive pour juguler l'inflation qui a enregistré une forte accélération en 2018 et qui risque de s'installer à des niveaux préjudiciables à toute relance de l'activité économique et à la stabilité financière dans son ensemble.

Parallèlement, et en vue de préserver un environnement financier favorable à l'investissement, le Conseil d'administration a décidé de mesures d'accompagnement pour l'allocation des liquidités nécessaires, et ce à travers la mise en place de nouvelles facilités permettant de fournir de la liquidité structurelle, en l'occurrence un guichet d'appel d'offres d'une maturité de 6 mois, au profit des banques, dédié au refinancement des crédits accordés au titre de nouveaux projets d'investissement, notamment ceux initiés par les PME.

Ce mécanisme, qui introduit une nouvelle dynamique dans la politique de refinancement de la BCT, vise in fine à fournir au système bancaire des liquidités plus stables et à les inciter à financer les PME dans le cadre d'une meilleure allocation des crédits ciblant davantage les secteurs productifs.

## NOMINATIONS

**Ezzeddine Amri,**  
nouveau directeur des  
relations extérieures au  
ministère de l'Intérieur

**Manoubi Marrouki,**  
nouveau PDG de la  
SNIPE-La Presse

Hausse du taux d'intérêt directeur de la BCT:

# L'impact négatif éventuel sur l'entreprise inquiète l'ATSC



L'Association tunisienne des spécialistes en comptabilité (ATSC) se dit fortement préoccupée par les retombées de la hausse du taux d'intérêt directeur de 100 points qui est passé de 5,7% à 6,75% sur décision de la BCT.

Dans un communiqué rendu public vendredi 22 juin 2018, l'ATSC estime que cette hausse aura un impact sur l'entreprise économique en particulier, notamment au plan du financement de ses investissements ainsi que sur sa compétitivité, à la lumière de l'ampleur prise par le commerce parallèle et du glissement continu du dinar.

L'ATSC appelle toutes les autorités concernées à approfondir les discussions sur les dossiers économiques prioritaires afin de prendre dans les meilleurs délais les mesures nécessaires pour assainir le climat de l'investissement, relancer

l'économie nationale, maîtriser l'endettement et préserver les équilibres financiers publics.

Elle recommande également de poursuivre la lutte contre la corruption sous toutes ses formes et à tous les niveaux, de mettre fin au commerce parallèle, de mettre à niveau les circuits de distribution et de renforcer le contrôle afin de réduire le taux d'inflation qui connaît une hausse sans précédent.

Il s'agit en outre, de revoir le décret gouvernemental n°324 de l'année 2018 du 29 mars 2018 relatif à la fixation des règles d'organisation et de faciliter l'adoption de la consolidation de la restructuration financière des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les conditions et moyens d'intervenir, notamment au niveau de l'abaissement du taux d'intérêt fixe au vu de la hausse du taux d'intérêt directeur, afin de permettre aux entreprises concernées de bénéficier de cette mesure.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

## 1/2 million

Tunisie:  
Régularisation  
de la situation  
foncière de 1/2  
million de citoyens

Rencontres de Carthage:

# Agences et médias à la recherche de nouveaux revenus

L'Union Francophone (Médias, Publicité et Numérique) vient d'annoncer le lancement des 1ères Rencontres de Carthage. Ces premières Rencontres se tiendront à l'Institut Français de Tunisie (IFT) les 27 et 28 juin 2018.

Cet événement rassemblera des personnalités du secteur du numérique, du digital, des partenaires et des personnalités attachées au développement économique de cette sphère francophone et francophile.

Plusieurs thèmes seront abordés avec comme sujet majeur «Pour de nouvelles formes de création de valeurs dans la communication», avec deux grands chapitres:

- l'un dédié à la croissance économique et à l'identification de nouveaux potentiels de croissance;
- l'autre consacré aux valeurs que doit véhiculer le monde de la communication dans son engagement sociétal.

## Comment générer de nouveaux revenus pour les marques et les médias ?

- o Le potentiel de l'e-commerce
- o Le mobile au cœur des nouvelles stratégies d'achat média programmatique
- o Éditeurs : la maîtrise de son contenu pour une meilleure maîtrise de la DATA
- o Les nouvelles exigences du marché en termes de transparence transactionnelle
- o La vidéo : Moteur de l'efficacité publicitaire digitale
- o Repenser le métier de l'agence dans un environnement automatisé
- o La transformation présente des multitudes d'opportunités pour tous les acteurs des médias et de la communication
- o Présentation des 5 grandes mutations réussies à travers 10 ans d'expérience en



France

- **Une nouvelle approche pour les contenus de marque par AFP Services**
- **Les créateurs de contenus sur mobile s'exportent, en partenariat avec MMA (Mobile Marketing Association) et Tunisie Telecom**

## L'engagement sociétal de l'industrie de la communication: médias, marques et agences.

- L'entrepreneuriat au féminin
- Médias, Publicités & Digital vs Société
- Pour un engagement sociétal puissant des acteurs de la communication.

## Intervenants:

- Andrea Stillacci, Founder & President, Herezie Group
- Ahmed Mahjoub, président SAPA Managing Director JWT Tunis
- Laurent Viguié, ministre conseiller ambassade de France en Tunisie
- Hayet Rais Skandrani, directrice générale GroupM (Tunisie)
- Sarah Bouchrara, Digital Senior

Director GroupM (Tunisie)

- Vincent Picot, responsable des Nouvelles Expériences Clients BNP Paribas & Hello Bank
- Frédéric Josue, directeur de Havas prospective center (LA, Paris) & Vice Président de Uni-XR
- Nicolas Brien, Executive Director France Digitale
- Stéphane Bodier, Executive Vice President ACPM - OJD France
- Patrick Baz, directeur AFP Services pour l'Afrique et la MENA, ancien reporter
- Renaud Menerat, président de la MMA France
- Kadia Moisson, fondatrice Audacity for Africa
- Hassen Zargouni, directeur général SIGMA Conseil Group
- Isabelle Aimonetti, CEO & Founder AG Partners Africa Publicis Communication
- Yannick Chevailler, CEO Groupe SAWI Suisse
- Roy Haddad, président, WPP MENA Chairman, JWT MENA & Afrique Parrain des Rencontres de Carthage
- Dominique Wolton, chercheur et écrivain, directeur de la revue internationale Hermès CNRS
- Axel Didon, directeur de création Herezie Group France.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Youssef Chahed :

# Développer le secteur des achats publics pour impulser la croissance



**L**e secteur des achats publics, notamment les marchés publics, a connu plusieurs améliorations vu son rôle dans l'impulsion de la croissance et son impact sur l'économie nationale. C'est ce qu'a déclaré, lundi 18 juin 2018, le chef du gouvernement, Youssef Chahed, qui intervenait au cours d'une conférence internationale sur "les perspectives des marchés publics dans le cadre de la numérisation".

Chahed a souligné que son gouvernement poursuit sa politique de lutte contre la corruption, un phénomène qui a un impact négatif sur les biens publics et l'économie nationale.

Et d'annoncer la mise en place d'une stratégie visant de lutter contre ce phénomène, outre l'impulsion de l'économie, le renforcement des investissements dans le cadre de la transparence et la justice entre les acteurs économiques.

Chahed a, également, mis l'accent sur

l'action du gouvernement visant à développer un cadre juridique répondant aux standards internationaux en la matière, en tirant profit des expériences internationales.

Il a, en outre, rappelé que des réformes structurelles du système des marchés publics ont été lancées en 2011, et ce dans le cadre d'une approche participative.

Une commission nationale a été chargée de coordonner et d'assurer le suivi des réformes qui ont permis la mise en place d'un plan national pour le développement des marchés publics et leur restructuration via la publication du décret n°1039 datant de 2014, régissant les marchés publics.

Ce décret a permis l'adoption du système d'achats publics en ligne "TUNEPS" qui permet le traitement électronique des procédures des achats publics dans le cadre de la transparence.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

# Nouvelle augmentation du prix de l'essence



**A** partir du samedi 23 juin 2018 à 0 heure, une augmentation de 75 millimes/litre sera appliquée sur les prix de vente au public des produits pétroliers, a annoncé, vendredi, le ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables.

Le ministère ajoute que cette augmentation qui s'inscrit dans le cadre du mécanisme d'ajustement périodique des prix de pétrole, intervient suite à l'augmentation des prix du pétrole sur les marchés internationaux atteignant, au cours du deuxième trimestre 2018, environ 75 dollars/le baril.

Les prix de vente au public des produits

pétroliers seront modifiés comme suit :

- Essence super sans plomb : augmentation de 75 millimes (nouveau prix 1.925 millimes/litre).
- Gasoil super: augmentation de 75 millimes (nouveau prix 1.685 millimes/litre)
- Gasoil : augmentation de 75 millimes (nouveau prix 1405 millimes/litre).

Les prix du gaz de pétrole liquéfié (GPL) et du pétrole lampant demeurent inchangés.

Le ministère indique qu'il œuvre à maîtriser davantage le système des subventions, rappelant que chaque hausse d'un dollar du prix de pétrole représente un surcoût d'environ 120 millions de dinars pour le budget de l'Etat.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)



**L'UBCI dynamise sa prestation de services dédiée aux Tunisiens résidents à l'étranger**

# POINTS CHAUDS



## Les projets de loi sur les pharmacies privées auront des répercussions catastrophiques (SPOT)

Le Syndicat des pharmaciens d'officine de Tunisie (SPOT) a souligné, mercredi 20 juin 2018, que les deux projets de ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## L'UTAP contre l'augmentation du taux d'intérêt directeur

L'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP) a appelé à suspendre l'application de l'augmentation annoncée par la BCT du taux d'intérêt directeur, ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## Document de Carthage II : L'UTICA ne soutient pas l'UGTT dans sa cavale contre Youssef Chahed

L'UTICA réaffirme sa position prise lors des réunions de l'Accord de Carthage II, à savoir que "le changement du chef ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## La CONECT préoccupée des conséquences de l'augmentation du taux directeur de la BCT sur l'investissement

La CONECT a exprimé, lundi 18 juin, "sa grande inquiétude" face aux ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## L'UGTT s'inquiète des conséquences négatives de l'augmentation du taux d'intérêt directeur de la BCT

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT) exprime, dans un communiqué ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## Tunisie-Médias : La HAICA tire à boulets rouges sur Nessma TV et Nabil Karoui

La Haute autorité indépendante pour la communication audiovisuelle (HAICA) n'est pas tendre avec la chaîne privée Nessma TV à propos de la crise ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## Ces pays qui ont transformé la Méditerranée en un dangereux piège en plastique

La mer Méditerranée se transforme en un dangereux piège en plastique, avec des niveaux record de pollution par les ...



Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## Le Syndicat des pharmacies privées rompt l'accord sectoriel qui le lie à la CNAM

Dans un communiqué rendu public jeudi 7 juin 2018, le Syndicat tunisien des propriétaires de pharmacies ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



pluralisme du paysage médiatique en Tunisie, sur ce qu'elle appelle «les rapports incestueux entre les milieux d'affaires, les pouvoirs en place et la presse (audiovisuelle notamment)».

### **Les médias ont été toujours instrumentalisés**

En guise d'introduction au débat, Slaheddine Jourchi a évoqué les grands moments historiques par lesquels sont passés les médias en Tunisie : relative liberté d'expression avant l'indépendance, étatisation totale au temps de Bourguiba en dépit de la période d'ouverture qu'a connue le pays au début des années 80 avec la publication de journaux indépendants comme Errai, Démocratie et Echaab (organe de la centrale syndicale, UGTT), verrouillage systématique au temps de Ben Ali et usage dénaturé de la liberté d'expression qui a prévalu après le soulèvement du 14 janvier 2011.

Pour sa part, Kamel Labidi a fait assumer à la «sainte alliance Nidaa Tounès-Ennahdha la responsabilité des maigres avancées en matière d'indépendance de la presse. Il a rappelé que «l'opposition la plus farouche à l'application des recommandations de l'INRIC fut l'œuvre de la coalition gouvernementale issue des élections de l'Assemblée nationale constituante (ANC), le 23 octobre 2011, et conduite par le parti islamiste Ennahdha».

Il ajouté que sur la soixantaine de recommandations rendues publiques par l'INRIC fin avril 2012, et portant notamment sur le cadre juridique de la presse, les médias publics, privés et associatifs, la communication gouvernementale et la formation des journalistes, seulement trois recommandations ont été mises en application... à contrecœur, par cette coalition qui a cédé la place en décembre 2013 à un cabinet de technocrates.

### **Le tandem Nidaa Tounès-Ennahdha pointé du doigt**

Il s'agit notamment de l'entrée en vigueur des décrets lois 2011-115 et 2011-116 relatifs respectivement à la liberté de la presse, de l'imprimerie et de l'édition et à la liberté de la communication audiovisuelle (création de la HAICA).

Le relayant, Zied Dabbar tirera à son tour à boulets rouges sur le tandem Nidaa Tounès-Ennahdha qui, sur fond de harcèlement sécuritaire et de paupérisation délibérée des professionnels, cherchent à contrôler le secteur des médias par la confection de projets de lois devant verrouiller le paysage médiatique et le

mettre à leur service.

Il a rappelé, à ce propos, des informations selon lesquelles Nidaa Tounès chercherait à s'appropriier la radio confisquée de Shems Fm tandis qu'Ennahdha serait intéressée par le rachat de la radio religieuse Ezzeitouna.

Pourtant le moment est idéal pour consacrer un début d'indépendance des médias en Tunisie en dotant la profession, pour la première fois, d'un patrimoine foncier conséquent (Groupe Sabah, radio Shems Fm, Radio Ezzeitouna...) à l'instar de ce que fut le groupe Le Monde en France pour la presse de l'Hexagone.

Les conséquences d'une consécration de l'indépendance de ces médias pourraient être d'une grande portée pour la consolidation de la démocratie en Tunisie tant elles dépassent de loin les quelques péculés que générerait leur cession à des privés partisans aux dessins inavouables.

Evoquant la crise de contenu que connaît actuellement la presse tunisienne et leur déconnexion de la réalité du pays, Zied Dabbar recommande la révision de la formation des journalistes au sein de l'IPSI dont les professeurs, pour n'avoir jamais exercé le métier, assurent plus une formation théorique qu'une formation pratique. C'est ce qui expliquerait, selon lui, la tendance des journalistes à privilégier, sous la pression de patrons de presse véreux, plus le buzz que les enquêtes consciencieuses.

### **Le mariage fumeux argent-politique menace la liberté d'expression**

Instauré ensuite, le débat a porté justement sur l'intrusion des mondes de l'argent et du politique dans les médias (financement illicite de médias...), et, partant, sur les menaces que fait peser cette intrusion de lobbys sur l'orientation des opinions publiques, relevant le risque de voir les médias évoluer à contrecourant, entraver le processus démocratique et le compromettre au profit de groupes politico-financiers.

Les participants ont déploré cette vocation de plus en plus commerciale des médias et relevé que l'institution de la liberté de presse s'est avérée à elle seule insuffisante pour garantir des médias de qualité.

Au final, le secteur des médias en Tunisie, comme le soulignera Hichem Souissi, souffrirait d'une triple crise : une crise de contenu, une crise de gouvernance et une crise de relations incestueuses avec les mondes de l'argent et du politique qui ne cherchent qu'à le contrôler. Le débat continue.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

## **ACTUALITÉS**

**Politique: Vers un grand parti de gauche en Tunisie?**

**Saison estivale 2018: Quelque 300 festivals au programme**

**Une programmation riche au menu de l'édition 2018 du Festival de musique symphonique d'El Jem**

# Vers un TMM à 7,5% en juillet, prédit Ezzeddine Saïdane



**L**e Taux du Marché Monétaire (TMM) a atteint 7%, mercredi 21 juin, et il est probable qu'il s'aggravera à 7,5% durant le mois prochain, suite à l'augmentation du taux directeur de la Banque centrale de Tunisie, de 100 points de base à 6,75%, a indiqué l'économiste Ezzeddine Saïdane, dans une déclaration à l'agence TAP.

“En fait, le renchérissement du coût de refinancement des banques par la BCT, a été à l'origine de la hausse du coût de la liquidité échangée entre les banques de la place (TMM), surtout que le pays passe par une très grande crise de liquidités”, a-t-il expliqué, faisant savoir que le volume de refinancement des banques par la BCT a atteint 15 milliards de dinars, au début de mois de juin, alors qu'il n'avait pas dépassé les 10 milliards de dinars durant l'été 2017.

Et d'ajouter que cette crise est due à plusieurs facteurs, dont la régression du niveau d'épargne et par conséquent la baisse des dépôts dans les banques, le recours à la thésaurisation (un nombre important de citoyens préfèrent garder

leur argent en dehors du circuit économique et les cacher à la maison), et surtout à l'absorption d'une proportion importante des liquidités par le marché parallèle.

Saidane a estimé que la BCT révisera encore son taux directeur à la hausse, étant donné que le taux d'inflation ne cesse de s'amplifier pour atteindre 7,7%, en mai 2018, soit le niveau le plus élevé depuis trois décennies.

“Nous nous attendons à ce que le taux d'inflation dépasse les 8% avant la fin de cette année et les 9% en 2019”, a-t-il ajouté, soulignant que “nous sommes entraînés dans une spirale inflationniste, avec une inflation qui s'alimente elle-même”.

De fait, la révision à maintes reprises du taux directeur entraîne, automatiquement, le renchérissement du taux d'intérêt global, dont la première conséquence est la hausse du coût de production et partant l'augmentation des prix, et alors l'inflation s'amplifie davantage.

A cela s'ajoute, a encore expliqué l'économiste, l'inflation importée, laquelle est due à la dépréciation continue du dinar. A noter que le dinar s'est échangé, à la date du 20 juin 2018, à 3,095 pour un euro, et 2,620 pour un dollar, ce qui représente une dépréciation de 12% par rapport à l'euro et de 6,73% par rapport au dollar, en comparaison avec la même période de l'année écoulée.

Partant de ce constat, l'économiste a appelé à laisser tomber les mesures isolées prises au profit d'un secteur ou d'un autre et à opter pour la mise en place d'un plan d'ajustement structurel, pour sauver l'économie du pays dans son ensemble, lequel doit reposer sur un diagnostic détaillé de la situation.

“C'est ce que nous avons fait, exactement, en 1986, et ce qui nous a permis d'assurer la relance de notre économie, à cette époque là. Ce processus demeure valable aujourd'hui bien que notre crise actuelle semble plus grave”, a-t-il conclu.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

# Les interrogations de Mohsen Hassan sur la planche à billets et ses impacts

*Qu'est-ce que la planche à billets et quels sont ses risques?*

*Est-ce que le gouvernement tunisien a fait fonctionner la planche à billets?*

La planche à billets désigne à l'origine le procédé mécanique qui permet de créer de la monnaie-papier. Par extension, la planche à billets désigne par la suite toute création de monnaie fiduciaire par la Banque centrale, et ceci sans utiliser forcément le support papier, car le mécanisme est entièrement virtuel et informatique.

La planche à billets au sens large du terme peut prendre différentes formes :

- forme historique : émission arbitraire de billets ou de pièces,
- "monnaie fiscale", qui permet à l'Etat de payer ses factures par de simples reconnaissances de dette,
- assouplissement quantitatif (la nouvelle monnaie est destinée à certains marchés seulement, comme celui des obligations d'État),
- hélicoptère monétaire (la nouvelle monnaie est censée être distribuée à la population, directement ou indirectement, par un accroissement de la dépense publique).

En effet, pour financer le Trésor public, la BCT pourrait recourir à un processus de création monétaire. Si autrefois il s'agissait d'imprimer systématiquement de l'argent à travers une planche à billets, la création monétaire s'effectue de nos jours de manière scripturale, c'est-à-dire sous forme électronique dans les ordinateurs de la Banque centrale de Tunisie. Il s'agit de jeu d'écriture entre la Banque centrale



et le Trésor public.

Contrairement à une idée reçue, les citoyens ne devraient donc pas voir la quantité de billets de banque augmenter de manière massive. Cependant, lorsque le mécanisme est utilisé de manière irresponsable, par exemple, faire tourner la planche à billets fera que les billets en circulation perdent de leur valeur.

Pour une économie qui fonctionne normalement, la quantité d'argent qui circule doit correspondre aux besoins de l'économie afin de consommer la quantité de biens et de produits en circulation.

En temps de crise économique, la Banque centrale peut décider d'augmenter l'argent en circulation pour tenter de relancer la croissance. Les banques privées disposeront ainsi d'argent pour prêter aux ménages et aux entreprises afin de doper la consommation et l'investissement. Un cycle économique vertueux est ainsi lancé.

Mais le cas de la Tunisie est différent. La décision de faire appel au financement

non-conventionnel a pour objectif prioritaire de voir le financement de la Banque centrale servir au profit du Trésor public, donc de couvrir artificiellement les déficits des comptes publics de l'État. Le gouvernement tunisien a fait, ainsi, tourner la planche à billets pour financer partiellement les besoins du Trésor public.

Compte tenu du fait que la planche à billets tournera pour couvrir les déficits sans avoir pour rôle de relancer l'économie, la conséquence directe de tourner la planche à billets sera logiquement une hausse significative du taux d'inflation dans les mois à venir, accompagnée d'une forte baisse du pouvoir d'achat.

En effet, si une plus grande quantité d'argent circule dans l'économie tunisienne sans contrepartie de création de richesse, c'est la valeur de la monnaie qui devient moindre. Inévitablement, une nouvelle fois ce sont les couches sociales les plus défavorisées qui subiront en premier le choc de l'impact de cette mesure.



## Depuis 1970, GE a construit plus de 100 centrales électriques en Afrique sub-saharienne

**G**âce à sa position à l'avant-garde de l'innovation et de la technologie dans le secteur des énergies et au partenariat avec les parties prenantes, GE Power, dans un communiqué, avoir franchi le cap de 100 installations de centrales électriques en Afrique subsaharienne, et ce grâce aux projets de centrale électrique rapide sur remorque en Angola. La société a installé plus de 300 turbines dans 22 pays en Afrique subsaharienne.

Leslie Nelson, PDG GE GAS Power pour la région Afrique subsaharienne, a déclaré que «cette étape témoigne de notre engagement à fournir des solutions énergétiques pour satisfaire les besoins croissants en énergie des pays de la région devant tous les autres fabricants d'équipements d'origine. Nos opérations régionales sont dirigées par une équipe d'experts africains. Notre capacité à travailler en partenariat avec les producteurs indépendants d'électricité, de services écoénergétiques, des investisseurs stratégiques et les gouvernements afin de réaliser des projets énergétiques renforce la confiance que nous accordent les parties prenantes du secteur de l'énergie».

### Ghana

Plus de 70% des centrales thermiques du Ghana fonctionnent grâce à la technologie de GE avec une production de plus de 600 MW ajoutée au réseau électrique du pays au cours des deux dernières années, et 900 MW sont prévus au cours des deux prochaines années. Les exemples les plus frappants sont : 400 MW Bridgepower project, réalisé en consortium avec des partenaires locaux, Endeavour et Sage Petroleum -qui sera la première centrale au gaz en Afrique et la plus grande centrale électrique à gaz dans le monde.

En partenariat avec Marinus Energy, le Atuabo

Waste Gas to power project sera la première centrale TM2500 avec le gaz naturel isopentane comme source de combustible ; un gaz qui aurait dû être torché.

La centrale électrique Amandi d'une capacité de 200MW qui entrera en service en 2019 et fonctionnera grâce à la dernière technologie 9E de GE avec une meilleure adaptabilité à différents combustibles.

### Nigeria

Au Nigeria, GE fournit à présent plus de 75% de l'énergie produit à base du gaz et distribuée à travers le réseau électrique national avec une production de plus de 3GW de turbine à système de combustion adaptable à différents combustibles et à huile de service sévère et neuf centrales électriques comme les centrales électriques Omotosho I & II et la turbine de combustion innovante montés sur remorque en cours d'installation dans la centrale électrique rapide de Afam III.

GE s'est engagé à appuyer la vision du gouvernement nigérian appelée Nigeria Vision 2020 pour soutenir l'effort de l'augmentation de la production électrique nationale jusqu'à 10 GW.

### Angola

En 2014, GE et le ministère de l'Energie et de l'Eau de l'Angola ont signé un protocole d'entente (MoU) qui vise à doter le pays d'une capacité de production électrique supplémentaire de 2000 MW. Aujourd'hui, environ 80% de la production électrique à base du gaz fournissant de l'énergie à 2 millions de ménages angolais utilisent la technologie GE. Avec plus de 20 turbines combustion montées sur remorque installées dans les centrales électriques rapides et la centrale à cycle combiné Soyo I d'une capacité de 750 MW en cours de construction l'Angola

**Egypte, pôle énergétique méditerranéen?**

**FAO: Afrisols, le nouveau programme en faveur de la productivité des sols africains**

**La BAD publie son premier Indice de réglementation de l'électricité en Afrique**



# AFRIQUE

à de bonnes chances d'atteindre ses ambitions énergétiques.

## Côte d'Ivoire

GE est un acteur historique et pionnier dans le secteur de l'énergie électrique en Côte d'Ivoire. La première turbine à gaz (Vridi, 1984), le premier projet de production indépendante d'électricité (Ciprel, 1994) et la première des centrales à cycle combiné du pays (Ciprel et Azito, 2015) tous opèrent principalement avec la technologie GE.

En 2015, GE a signé un protocole d'entente afin de soutenir les efforts de développement des infrastructures du pays avec l'ajout de 1GW d'électricité au réseau national ivoirien.

L'Azito produit plus d'un tiers de l'électricité du pays et a connu la première mise à niveau appelé GE power services first GT13E2 MXL2 gas turbine upgrade en SSA.

Grâce à cette mise à niveau, la capacité de la centrale passera de 30 MW à 450 MW. De plus, GE est en train de mettre en place un centre de Surveillance et de diagnostic en Côte d'Ivoire pour fournir le service d'analyse de données numériques afin d'améliorer les performances et réduire les coûts du cycle de vie de l'ensemble des équipements de GE dans la région.

## Kenya

Le Kenya a besoin d'un bouquet énergétique diversifié pour soutenir ses politiques de croissance. GE a récemment signé un accord de collaboration avec AMU Power, développeur de l'une des plus importantes centrales électriques indépendantes du Kenya. En vertu de cet accord, GE fournira sa technologie à vapeur ultra supercritique pour assurer une meilleure efficacité à faible émission au projet électrique de Lamu power d'une capacité de 1050 MW.

Grace à ce projet, jusqu'à 30% de l'électricité produite au Kenya proviendront des centrales électriques de base fiables.

## Afrique du Sud

En Afrique du Sud, GE est en train de déployer de manière plus intelligente et plus propres, sa technologie à vapeur dans les centrales Medupi et Kusile.

Kusile est le premier système de désulfuration par voie humide du continent avec un taux

d'élimination de 93%. Une fois les travaux des centrales Kusile et Medupi terminés, elles assureront une fourniture en électricité allant jusqu'à 9600 MW -suffisante pour répondre aux besoins en électricité d'environ 7 millions de foyers en Afrique du Sud.

"Notre entreprise croit que l'Energie électrique est l'un des facteurs essentiels du développement de l'Afrique. La réduction des tarifs, l'optimisation des réseaux électriques, l'optimisation de la chaîne de valeur de la production de l'énergie -c'est bien à cela que nous pensons en tant qu'entreprise et chaque jour, nous concentrons nos efforts pour de meilleures performances" dit Lee Dawes, directeur général GE Steam Power en Afrique subsaharienne.

La première installation de turbines GE en Afrique subsaharienne remonte au début des années 1970 avec sa technologie de turbine Frame 5. Depuis cette première installation, GE Power s'est positionné à l'avant-garde de l'innovation technologique dans le secteur de l'électricité avec sa plus récente turbine à gaz 9EMax équipée d'un système de combustion adapté à divers combustibles et hautement efficace, son exceptionnelle technologie à vapeur ultra supercritique ainsi qu'une vaste gamme de centrales hydroélectriques et éoliennes et les générateurs.

GE dispose de centrales électriques dans 22 pays de l'Afrique subsaharienne, et ce nombre devrait croître encore davantage.

GE renforce son engagement d'investir dans la région à travers les initiatives de développement des compétences afin d'élargir et d'entretenir son vivier de talents dans les pays où elle opère. En Afrique du Sud, des bourses d'études d'une valeur totale de 2,4 millions de dollars ont été accordées en partenariat avec Eskom.

Au Ghana, 3,5 millions de dollars ont été donnés pour soutenir les programmes de formation en Ingénierie de l'Université Ashesi. Aujourd'hui, plus de 120 employés suivent la formation des programmes de développement du leadership de GE.

Les initiatives RSE sont également mises en place à travers la réalisation d'une gamme variée de projets dans les secteurs tels que la santé, l'éducation, l'environnement et le développement communautaire afin d'améliorer les conditions de vie dans les pays où GE exerce ses activités.

**675**  
millions de  
dinars

Investissements  
agricoles : 675  
millions de dinars  
à fin mai



## Belles perspectives économiques pour les pays d'Afrique de l'Est, selon Ecobank



L'équipe de recherche de Ecobank prévoit une amélioration continue des perspectives économiques de l'Afrique de l'Est (Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda, le Sud Soudan, la Tanzanie et l'Ouganda) dans la section dédiée à cette région qui vient d'être mise en ligne sur son site Web financier, AfricaFICC.

L'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda sont des moteurs économiques de la région et connaissent une période de croissance économique importante –on estime que leur produit intérieur va afficher un taux de croissance compris entre 5,2% et 8,5% cette année– stimulée par les réformes adoptées et l'essor du prix des matières premières qui a augmenté les revenus d'exportation.

La plupart des pays de la région tirent leurs revenus d'exportation de l'agriculture et des matières premières, mais les perspectives économiques sont bonnes. Les

effets de la diversification des exportations, la modernisation des infrastructures, l'industrialisation, la découverte de nouveaux gisements pétroliers importants et le potentiel de croissance des services commerciaux devraient considérablement booster les économies régionales.

L'Afrique de l'Est est un centre de commerce anglophone bien intégré, mais la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLEC) pourrait permettre à l'ensemble du continent africain d'exploiter son énorme potentiel de croissance. Une coopération et une intégration économiques de plus en plus renforcées créeront le socle à partir duquel le continent pourra développer sa compétitivité au niveau mondial.

Samuel Adjei, directeur général de Ecobank Kenya et directeur exécutif de la région CESA (Afrique centrale, de l'Est et australe), précise: «Les nations est-africaines devraient connaître une croissance économique continue et



# AFRIQUE

soutenue, portée par la hausse des prix des matières premières et la perspective d'une production pétrolière élevée. La région est un leader mondial des fintech, comme le montre le succès des services bancaires sur mobile. Le Kenya, le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda sont des centres régionaux pour les services commerciaux internationaux».

Dr. Edward George, directeur de la recherche du groupe Ecobank, a souligné : «Les pays d'Afrique de l'Est, dont la plupart sont membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), constituent l'une des régions commerciales et économiques les plus dynamiques d'Afrique. L'Afrique de l'Est est un grand exportateur de thé, de café, de fleurs coupées et de minerais à l'international. La région est un centre des finances, de logistique et de services et possède l'un des flux de commerce intra-régionaux les plus diversifiés d'Afrique. Les consommateurs de pays comme le Kenya réalisent des transactions sur mobile depuis plus de dix ans. Aujourd'hui, des pôles technologiques est-africains, à Nairobi, Kigali et Kampala, ont un rôle de leader dans les innovations visant à relever les défis auxquels sont confrontés les Africains depuis longtemps. C'est une période passionnante pour l'Afrique de l'Est».

Autres conclusions de recherche importantes sur la région d'Afrique de l'Est :

- Le Kenya, avec ses exportations de matières premières diversifiées, dont le thé, les produits horticoles et le café, a débuté la production de pétrole brut. Mais, comme le pays ne possède pas d'oléoduc, le pétrole doit être acheminé par camion vers la côte. Le Kenya et l'Ouganda ont proposé la construction d'un oléoduc mais, tant qu'il n'aura pas été décidé quel oléoduc sera construit le premier, la production pétrolière kényane sera freinée.
- L'Éthiopie bénéficie d'investissements étrangers directs importants dans les infrastructures et les projets industriels. Ses exportations de café et d'or ont profité de la hausse du prix des matières premières, même si l'augmentation du cours du pétrole pourrait entraver son économie, dépendante des importations de produits pétroliers.
- Les transports, la construction, les minerais, le

tourisme et les services commerciaux sont les moteurs de la forte croissance économique de la Tanzanie, qui modernise ses infrastructures et poursuit son industrialisation.

- L'Ouganda a diversifié ses exportations agricoles, dont le premier produit est le café (c'est le premier exportateur de robusta d'Afrique). Le pays prévoit de débiter l'exportation de pétrole brut en 2019 et son secteur des services, qui représente 52 % de son PIB, continue d'afficher une forte croissance, portée par l'émergence d'un secteur d'innovation technologique.
- Le secteur agricole rwandais profite de l'amélioration des conditions météorologiques et l'augmentation des prix des matières premières stimule ses exportations de minerais. Le soutien que le gouvernement apporte à l'innovation vise à faire du Rwanda le pays de choix des innovateurs en Afrique.
- La fragilité de la situation politique au Burundi - qui a conduit à la suspension de l'aide apportée par les bailleurs de fonds - a affaibli son économie qui dépend en grande partie de l'agriculture et des minerais.
- La guerre civile au Sud Soudan a fortement entravé la croissance économique et le développement des infrastructures des transports et des services publics du pays. Les réserves pétrolières importantes, les terres fertiles avec d'abondantes ressources d'eau et l'essor de la population pourraient permettre une forte croissance à l'avenir.

## À propos de Ecobank

Créée à Lomé, au Togo, en 1988, Ecobank Transnational Incorporated (ETI) est la maison mère du Groupe Ecobank, le principal groupe bancaire régional indépendant panafricain. Le Groupe est présent dans 36 pays africains.

Ecobank est une banque universelle offrant des produits et services de la banque de grande clientèle, banque de détail, banque d'investissement et des services monétaires aux gouvernements, aux institutions financières, aux sociétés multinationales, aux organisations internationales, aux petites, moyennes et micro entreprises ainsi qu'aux particuliers.

# 180%

**Huile d'olive :  
Croissance des  
exportations de  
180%**

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

# ENTREPRISES

Accès des PME aux marchés de capitaux :

## Avis à manifestation d'intérêt



**L**a Banque Africaine de Développement a accordé à l'Etat Tunisien un don de GBP 2,5 million en vue du financement d'un programme destiné à faciliter l'accès des Petites et Moyennes Entreprises tunisiennes au financement par les marchés des capitaux et les opérateurs du capital-risque. Le projet sera exécuté par le Ministère des Finances (Agence d'exécution) avec l'appui technique de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT). Une partie des sommes attendues au titre de ce don seront utilisées pour financer le contrat relatif aux activités de gestion du projet.

Les services prévus au titre de ce contrat consisteront à coordonner les activités du

projet pour préparer les différents documents nécessaires pour la mise en œuvre et le suivi des résultats du projet, assurer le bon déroulement des activités quotidiennes liées à la gestion du projet, coordonner les travaux des cabinets de consultants en charge des autres composantes du projet, et proposer des conseils techniques quant au déroulement du programme d'appui aux PME. La réalisation de la mission au titre de cette composante est prévue sur une période approximative d'environ 20 mois à compter de la date de signature du contrat y afférent.

Les consultants individuels («les Consultants») qualifiés et intéressés sont invités à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

# ENTREPRISES

## Liste des sept candidats pour l'acquisition des 69,15% du capital de la Banque ZITOUNA

**A** l Karama Holding a publié sur son site Web la liste des 7 candidats ayant déposé des offres de manifestation d'intérêt pour l'acquisition des 69,15% du capital de la banque ZITOUNA et 70% du capital de ZITOUNA TAKAFUL.

Il s'agit de :

- 1- Arab Tunisian Bank (Tunisie).
- 2- la société Majda Tunisia (Tunisie).
- 3- du consortium Amana Sarl (Tunisie) – Alfa Lux Sarl (Luxembourg) – Moulin Holding (Tunisie) – Rusd Investment Bank INC (Malaisie) – Consortium Tuniso- Koweïtien de développement (Tunisie).
- 4- du consortium Super Mousse (Tunisie)-Fethi Neifar (Tunisie).
- 5- la Banque centrale populaire (Maroc).
- 6- du consortium Crédit Immobilier et Hôtelier "CIH BANK" (Maroc) – Qatar International Islamic Bank "QIIB" (Qatar) – Caisse de Dépôt et de Gestion "CDG" (Maroc).
- 7- de Coris Holding (Burkina Faso).

La liste des candidats pré-qualifiés sera annoncée après la finalisation des travaux de dépouillement des offres.



[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

Taher Soula investit dans l'agriculture bio

Libye : Poulina Group Holding provisionne 20 millions de dinars

Partenariat entre Magasin Général (Tunisie) et UntieNots (France)

PGH va continuer à grossir son portefeuille en Bourse

UTIC Group se met au port

Karthago Private Jet met ses comptes à jour

# ENTREPRISES

AOI Al Karama Holding :

## Les marocains en force pour le rachat de la banque Zitouna



**S**ur les sept candidats au rachat de la participation de l'Etat dans la Banque Zitouna (69,15%) et ses 70% dans le capital de Zitouna Takaful, deux institutions (ou consortium) financières marocaines se sont portées candidates au rachat de ces deux institutions tunisiennes de la finance islamique.

Groupe Banque Populaire

Le Crédit Populaire du Maroc est un groupement de banques constitué par la Banque centrale populaire et les Banques Populaires Régionales.

La Banque Centrale Populaire (BCP) est un établissement de crédit, sous forme de société anonyme à Conseil d'Administration. Elle est cotée en bourse depuis le 8 juillet 2004. La BCP, qui assure un rôle central au sein du Groupe, elle coordonne notamment la politique financière du Groupe, assure le refinancement des BPR et la gestion de leurs excédents de trésorerie ainsi que les services d'intérêt commun pour le compte de ses organismes.

En 2017, le groupe banque centrale Populaire a réalisé un PNB de 16,4 milliards de dirhams

pour un résultat part de groupe de 2,8 milliards de dirhams. (1 MAD = 0,2725 TND)

Le groupe compte 5,8 millions de clients et dispose d'un réseau de 4.392 points de distribution. Le groupe se développe à l'international et s'est lancé dans la finance islamique depuis un an.

CDG, CCIH Bank et QIIB

Le deuxième candidat du Maroc, c'est un consortium incluant un fonds d'investissement marocain, la Caisse de dépôt et de Gestion (CDG), sa filiale le Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH Bank) et le Qatar International Islamic Bank (QIIB).

La Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) créée en 1959 au lendemain de l'indépendance du pays, a constitué pour les Pouvoirs Publics marocains un organisme de sécurisation de l'épargne nationale via une gestion rigoureuse des dépôts. Le développement considérable des ressources de la CDG depuis sa création s'est accompagné d'un élargissement de ses missions ainsi que d'une modernisation continue tant de ses modes de fonctionnement que de son organisation.

# 285.000

**Tunisie: Le gouvernement porte le nombre des familles nécessiteuses à 285.000**

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

## Le face à Face Abdelwaheb Ben Ayed – Jameleddine Aouididi

Par : Moncef Mahroug

*Lors d'une récente rencontre, la Fondation Temimi pour la recherche scientifique et l'information avait un invité de marque, comme c'est souvent le cas, mais pas comme les autres.*

**A** lors que, généralement, les personnalités appelées à témoigner, pour l'histoire, de leur parcours, sont des politiques, ce jour-là le «témoin» est une figure de proue du monde de l'entreprise, en l'occurrence Abdelwaheb Ben Ayed, fondateur et président de Poulina Group Holding (PGH). Une «innovation» dont Abdeljelil Temimi, fondateur et dirigeant de la fondation, impute la paternité au Docteur Fayçal Hentati qui, dit-il, «est à l'origine de l'invitation que nous avons adressée à Abdelwaheb Ben Ayed».

Officiellement, le président de PGH a déroulé le film de sa success story et de celle de son groupe, tout en expliquant les facteurs. Abdelwaheb Ben Ayed a fait cela, mais il a eu, en plus, à affronter une épreuve à laquelle Abdeljelil Temimi l'a un peu préparé : la «colère» tranquille d'un entrepreneur qui en voulait un peu à Poulina Group Holding qu'il accuse de lui avoir causé du tort, il y a très, très longtemps.

L'entrepreneur en question est Jameleddine Aouididi, fondateur et président directeur général d'Emacer Colorificio, une entreprise tuniso-italienne spécialisée dans l'industrie céramique et des matériaux de construction.

En présentant l'invité du jour, et comme s'il était au courant de ce que M. Aouididi allait dire, le patron de la Fondation Temimi lui a expliqué que sa méthodologie

repose sur la thèse et l'antithèse et l'a prié, de ce fait, d'avoir l'ouverture d'esprit et la patience d'écouter les critiques qui pourraient lui être adressées.

Après l'exposé d'Abdelwaheb Ben Ayed, le P-DG d'Emacer Colorificio a été le premier à prendre la parole pour ... faire l'éloge de l'orateur et de son groupe. «Ce que vous avez créé est une grande fierté pour nous tous», a-t-il clamé. Allant jusqu'à agrémente son allocution d'un flashback sur un article lu il y a une vingtaine d'années dans une revue française dédiée à l'agriculture et qui faisait état d'une réunion d'agriculteurs français destinée à réfléchir sur les moyens de contrer PGH en Afrique.

Après cette introduction, M. Aouididi entre dans le vif du sujet en disant au président de PGH qu'il y a une autre facette du groupe dont il devait parler. Prenant la précaution d'admettre que M. Ben Ayed «n'était pas nécessairement au courant des faits» qu'il allait exposer, le P-DG d'Emacer Colorificio raconte alors avoir été approché vers le milieu des années 90 par Poulina qui lui a proposé une entrée au capital de son entreprise qui, rappelle-t-il, était alors l'unique fabricant d'email utilisé par l'industrie de la céramique, précisant que son refus de l'offre lui a valu des misères qu'il s'est abstenu d'exposer dans le détail, même s'il en a attribué la responsabilité à l'un des dirigeants de PGH.

M. Aouididi a expliqué son refus de

l'offre par le fait que son partenaire italien ne voulait pas ouvrir son capital à un céramiste pour éviter de se mettre sur le dos les autres acteurs de cette industrie qui sont eux aussi des clients. Et que «certains» lui ont dit que «les banques subissent des pressions sur l'entrepreneur qui ose investir dans un secteur où Poulina est présent».

Remuant ciel et terre –y compris en portant plainte- pour se défendre contre les attaques dont il faisait l'objet, le patron d'Emacer Colorificio dit ne pas avoir trouvé d'oreille attentive. Mais lorsque Ben Ali a voulu, dans le cadre de sa guerre contre les Sfaxiens, consécutive à un certain article écrit par l'ancien ministre Mansour Moalla, M. Aouididi dit avoir reçu un appel de la présidence lui demandant d'amener son dossier pour régler son problème. Et refusé d'être instrumentalisé dans la guerre de Ben Ali contre PGH. Ce qui, dit-il, lui a valu de recevoir des menaces.

Dans sa réponse, le président de PGH a dit ne pas se rappeler ces péripéties –«la mémoire me joue des tours»-, mais a fermement démenti le recours aux banques comme moyens de pression sur les concurrents. «Nous n'avons jamais demandé aux banques de ne pas financer un concurrent. Je suis administrateur d'Amen Sicar et je ne me suis jamais opposé à l'octroi de crédits à nos concurrents. Nous venons d'accorder trois accords de financement à des concurrents, dont Chahia», a conclu M. Ben Ayed.

# ENTREPRISES

## 68 entreprises veulent bénéficier de la Ligne de dotation pour l'appui des PME



**S**oixante-huit (68) entreprises tunisiennes ont déposé leurs dossiers pour bénéficier des interventions de la Ligne de dotation pour l'appui et la relance des petites et moyennes entreprises (PME), selon le Comité de pilotage et de relance des PME, réuni lundi 18 juin à Tunis.

Cette réunion intervient après l'achèvement de la partie réglementaire relative à l'utilisation de cette ligne, laquelle est régie par le décret gouvernemental n° 2018-324 du 29 mars 2018, fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la ligne et les conditions et les méthodes de son intervention.

Les entreprises candidates fournissent 2.259 emplois et opèrent dans plusieurs secteurs,

dont le textile, l'habillement, l'agroalimentaire, mécanique et électrique, le cuir et la chaussure...

Selon un communiqué publié par le ministère de l'Industrie et des PME, jusqu'à cette date, 12 dossiers ont été approuvés, 8 ont été soumis à l'approbation des banques concernées et 7 dossiers ont été refusés. L'étude des autres dossiers se poursuit.

A rappeler que l'article 14 de la loi de finances 2018 a prévu la création d'une ligne de dotation de 100 millions de dinars dans le chapitre relatif au financement public au titre du budget du ministère chargé de l'Industrie et des Petites et moyennes entreprises pour appuyer la restructuration financière des petites et moyennes entreprises.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

# ENTREPRISES

## Une soupape de sécurité pour entreprises en difficulté éventuelle!



**U**n décret gouvernemental fixant les normes de notification des signes précurseurs de difficultés économiques affectant les entreprises et les procédures y afférentes est paru le 8 juin 2018 dans le Journal officiel de la République tunisienne (JORT).

Composé de 15 articles, ce décret fixe les critères d'ordre général et spécifiques permettant d'avertir la Commission de suivi des entreprises économiques concernant les unités en difficultés.

Les critères d'ordre général sont répartis en critères financiers et économiques. Les critères financiers portent sur les équilibres financiers de l'entreprise en particulier la perte d'un tiers du capital au sens de l'article 418 du code commercial, la baisse continue de la capacité d'autofinancement et la diminution du nombre de transactions de l'entreprise qui menace la poursuite de son activité.

Ils concernent, aussi, les retards récurrents dans le paiement des salaires et des contributions à la Caisse nationale de la sécurité sociale et le remboursement des dettes....

Quant aux critères économiques, ils sont liés aux activités de l'entreprise (article 5) et les événements qui les touchent ainsi qu'à son environnement économique à l'instar de la démission des cadres et agents de grande de grandes compétences qui ne sont pas remplacés.

Ils concernent, également, la perte des marchés, clients et fournisseurs qui ont un impact crucial sur l'activité de l'entreprise.

En ce qui concerne les critères d'avis spécifiques (article 6), ils s'appliquent aux parties qui leur incombent d'avertir la Commission de suivi des entreprises économiques dont les services d'inspection du travail, les services d'impôt, les banques et les sociétés financières.

# ENTREPRISES



## Fethi Ben Yedder s'investit dans le bâtiment «vert»

Fethi Ben Yedder étend son activité au bâtiment, mais vert, c'est-à-dire écologique, donc respectueux de l'environnement. L'homme d'affaires (pâtisserie,...) a créé à cet effet une ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## A fin 2018, 300 entreprises seront créées dans le cadre du programme "nouvelle génération d'entrepreneurs"

La deuxième phase du programme "nouvelle génération d'entrepreneurs" ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## Lancement de la 2ème phase du programme "nouvelle génération d'entrepreneurs"

Le lancement de la deuxième phase du programme "nouvelle génération d'entrepreneurs" sera annoncé lors de ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## Cession des participations publiques, dans le capital de "Goulette Shipping Cruise"

L'Etat tunisien et la société Al Karama Holding envisagent de céder, sur appel d'offres international, la totalité de ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## La BERD accorde une ligne de financement de 20 millions de \$ à la Banque de Tunisie

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) soutient la croissance du ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## City Cars étend ses activités aux véhicules d'occasion

L'Assemblée générale extraordinaire (AGE) de la société CITY CARS, concessionnaire officiel de KIA en Tunisie, annonce avoir étendu ses ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## Bricorama Tunisie de nouveau en vente judiciaire

La Banque de Tunisie met de nouveau en vente judiciaire le lot de terrain sur lequel est bâti le complexe commercial Bricorama Tunisie pour le bricolage et ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



## La Banque islamique de développement dévoile sa nouvelle identité de marque

La Banque islamique de développement (BID) a révélé, le 5 juin 2018, pour la première fois de son ...

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

# BOURSE

Indices	Variation sur l'année
Indice des sociétés financières	↗ 32,88%
Indice des banques	↗ 34,98%
Indice des Assurances	↗ 9,87%
Indice des Services Financières	↗ 16,33%
Indice des Services aux consommateurs	↗ 1,60%
Indice des Distribution	↗ 0,93%
Indice des biens de Consommation	↗ 26,93%
Indice de l'Automobile et équipements	↗ 1,77%
Indice Agro-Alimentaire et Boissons	↗ 33,97%
Indice Produits Menagers et de son Personnel	↘ -3,24%
Indice des Industries	↗ 3,23%
Indice de Batiment et Matériaux de Construction	↘ -6,73%
Indice Matériaux de Base	↗ 28,14%

Tunindex (22/06/2018) 7 981,24 **+0,80%** <sup>(1)</sup>

(1) Depuis le début de l'année



Plus fortes Hausses

Valeur	%
CELLCOM	+ 18,23%
SPDIT	+ 12,55%
POULINA	+12,03%
STAR	+ 11,75%
TPR	+8,16%

Plus Fortes Baissees

Valeur	%
SIPHAT	-10,69%
SANIMED	-6,94%
ELECTROSTAR	-6,19%
SITS	-6,08%
AMS	-5,15%



Bourse de Tunis : Délice Holding, un bénéfice net en hausse de 4,62%



Bourse de Tunis : Meuble Intérieurs, des perspectives prometteuses en 2018



Best Lease : Emission de titres participatifs sans recours à l'appel public



Attijari Leasing : Clôture des souscriptions à l'emprunt obligataire



Bourse de Tunis : Marché dominé par des transactions de blocs sur la SFBT



L'ATCF plaide pour une accélération de la modernisation de la réglementation de la Place de Tunis

# INDICATEURS FINANCIERS

TM (02/07)	<b>7,19%</b>
TMM (05)	<b>6,39%</b>
TRE (épargne) Juin 2018	<b>6,72%</b>
Avoirs Devises (02/07)	<b>10 995 MDT</b> (74 Jours)

## Cours Moyen des Devises 29/06/2018

	Unité	Valeur
CAD	1	1,9829
USD	1	2,6402
GBP	1	3,4429
JPY	1000	23,6320
MAD	10	2,7515
EUR	1	3,1383
LYD	1	1,9004

## Evolution des cours de l'EURO et du Dollar en Dinar tunisien (Du 1-1-2015 au 22-2-2018)



La BAD accorde un prêt de 44,51 M€ au "Bassin du Lac Tchad"



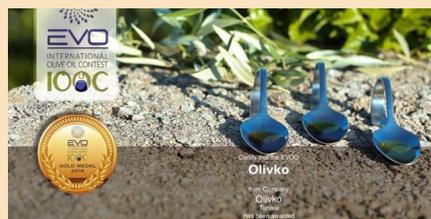
L'euro lesté face au dollar par les incertitudes sur l'Italie



Le projet de loi sur le Registre national des entreprises est une bonne chose (Mounir Mouakhar)



Et la France perd son statut de "1er fournisseur commercial" de la Tunisie au profit de l'Italie



L'huile d'olive tunisienne remporte quatre médailles au concours international L'EVO-IOOC (Italie)



Projet de loi sur l'économie sociale et solidaire : Insuffisances (LAB'ess)



Création d'une unité d'emballage de viande cameline au sein du nouvel abattoir à Tozeur



1500 personnes attendues à la 32e AG de l'UGAA à Hammamet en juin



Les exportations des produits de la pêche en hausse de 41%

# A SUIVRE ...

Cession de Dar Assabah :

## **Khaled Ben Jemaa, Lotfi Abdennadher et Raouf Cheikhrouhou candidats au rachat**

Par : Moncef Mahroug



**Le TUNEPS (système  
d'achat public en ligne)  
obligatoire en Tunisie  
dès le 1er septembre  
2018**

**Accord de coopération  
entre l'APTBEF et les  
banques chinoises au  
profit des économies  
des deux pays**

**L**e deuxième appel d'offres pour la cession de Dar Assabah sera-t-il le bon ? En tout cas, alors que le premier appel d'offres n'avait suscité qu'une seule candidature, cette fois-ci il y a trois soumissionnaires : toujours Lotfi Abdennadher, groupe héritiers béchir ben jemaa (khaled, Ferid Benjemaa, Mounir Benjemaa, Lotfi Benjemaa et Bechir Benjemaa).

Les héritiers de feu Béchir Ben Jemaa sont

notamment concessionnaires de diverses marques automobiles et engins pour le BTP et associés au groupe Doghri dans le lait (Tunisie Lait) et Raouf Cheikhrouhou (encore détenteur de 20% du capital puisque le seul à ne pas avoir voulu dans le temps vendre ses parts à Sakher El Materi.

Le data room est en juillet et le choix de l'heureux élu aura lieu fin juillet.

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)

Tunisie-Médias :

## Accord sur les conditions de cession de ShemsFM



**A** l'issue d'une réunion tenue lundi 18 juin au siège du groupe Al Karama Holding consacrée à l'examen de la cession de Radio "ShemsFM", il a été convenu que le cahier des charges impose le maintien de la ligne éditoriale de la radio et préserve les droits de ses employés.

L'accent a également été mis sur l'impératif de réunir toutes les conditions requises pour que l'opération de cession soit faite dans la transparence.

Selon un communiqué du Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT), il a également été convenu que les salaires soient versés dans les délais impartis jusqu'à la finalisation de l'opération de cession. Les droits et les acquis du personnel de la station radio doivent être préservés outre la régularisation de la situation de certains employés, souligne-t-on de même source.

La délégation du SNJT a souligné lors de

la réunion le rôle de la radio ShemsFM dans "l'enrichissement du paysage médiatique", estimant que l'opération de cession doit tenir compte de "l'image rayonnante dont bénéficie la radio et des acquis du personnel".

Pour sa part, la délégation d'Al Karama Holding a affirmé la détermination du groupe à "s'acquitter de ses obligations financières envers le personnel de la radio jusqu'à la finalisation de la cession, qui doit se dérouler dans la transparence et le respect de la loi".

Ceci étant, la directrice générale de la radio, tout en se disant "ouverte aux propositions du SNJT", souligne toutefois que la régularisation de certains dossiers se fera "au cas par cas et selon les moyens de l'établissement".

A souligner que cette réunion fait suite à une grève observée par le personnel de la radio pendant trois jours (29, 30, 31 mai 2018) pour dénoncer les attermoissements dans l'opération de cession de la radio et la non satisfaction des revendications convenues préalablement.

[Lire sur le web : Cliquez-ICI](#)

# «RIDICULOUS PRICES»

Par : Ibtissem

Imaginez que le titre de ce papier n'est que le slogan publicitaire d'une agence européenne qui vend la TUNISIE et son tourisme ! Et pendant ce temps-là, on se targue et on se félicite de recevoir 8 millions de visiteurs en 2018 ! Évidemment cela est rassurant pour un pays qui peut, s'il était mieux organisé, recevoir jusqu'à 20 millions de visiteurs vu l'extraordinaire patrimoine que recèle ce bout d'IFRIQYA et la diversité des paysages que l'on peut découvrir.

Mais ... allez expliquer aux banquiers que le tourisme est essentiellement un service qui est censé déclencher tout un mécanisme de recettes.

Cette saison touristique annonce une reprise espérée et attendue depuis quelques années après les drames qui ont secoué notre pays ; et durant ces années de braise, nos voisins algériens ont sauvé la mise et continuent à le faire, mais ... pendant de longues années dans les statistiques des nuitées, les Maghrébins n'étaient pas comptabilisés.

J'ai essayé d'en savoir plus sur cette reprise et sur l'origine et l'objectif de ce slogan. Alors j'ai réservé dans une de ces usines à bronzage qui peuvent recevoir plus de 1.000 touristes en même temps, l'équivalent d'un gros village rural, ces villages où il fait bon vivre, mais ... je ne savais pas trop si c'était des all inclusives ou des all exclusives.

Et si dans nos villages ruraux il y a une vie commune, dans ces usines à touristes on va chercher de la chair à bronzer, on la met dans un avion, on la reçoit, on la transfère et on l'installe ; puis on la nourrit trois fois par jour, on la laisse boire ce



qu'elle veut, quand elle veut. On lui produit un peu d'animation le jour et des décibels le soir. Et une semaine après, on la remet dans l'avion et on en ramène d'autres. Cela dure toute la saison touristique, mais ... la vie y est aussi impersonnelle et la nourriture sans goût ni âme !

Le plus curieux est que ces gens, dans leur majorité, ne savent pratiquement pas où ils se trouvent si ce n'est au bord de la mer le jour et au bord d'une table arrosée le soir, et ce pour un montant forfaitaire maximum de 400 euros/semaine -voyage et séjour compris- dans des hôtels d'un certain standing ! Mais ... la moindre des choses, devrait de chercher à les inciter à dépenser un peu plus, ce qui relève du miracle voire de l'impossible vu le type de clientèle qu'on va chercher.

QUAND on fait des calculs très simples, et si on part de ce chiffre de 400 euros,

et on le répartit entre les différents intervenants (agence, assurance, compagnie, hôtel, etc.), la retombée sur l'économie nationale ne peut dépasser, à mon avis, les 100 dinars par touriste, soit à l'échelle annuelle, et après les «ridiculous prices», un «ridiculous economical impact» de 800 millions de dinars ! Même pas de quoi couvrir les impayés de la STEG ... Mais quand on tient compte de tous les produits subventionnés utilisés -sucre, pain, pâtes, etc.- on peut se demander si on n'est pas perdant et si on n'en rajoute pas !

ALORS, messieurs les responsables, réfléchissez, changez de tourisme, de clients, de stratégie. Mais dans cette période où personne ne semble être satisfait de l'autre, on navigue à vue à bord d'un rafiot surbooké qui cherche un port d'attache ! Mais que va-t-il arriver ? Dieu seul sait !

Lire sur le web : [Cliquez-ICI](#)



# Agenda



01/11

La BERD tiendra son sommet régional d'investissement en Tunisie,



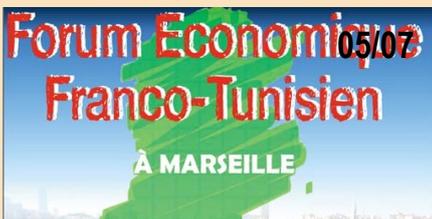
30/11

Le comité des experts du CEA en conclave à Tunis



14/11

Organisation de la 22ème édition du rendez-vous d'affaires "FUTURALLIA", du 14 au 16 novembre 2018, en Tunisie



05/07

Le Forum économique franco-tunisien à Marseille



30/06

Débat sur les entraves à l'export



20/06

Le Forum de l'investissement en Tunisie 2019 aura lieu les 20 et 21



22/10

Hammamet abritera, en octobre, un colloque international sur l'eau et l'environnement (STEE'2018)



28/06

Tunis abrite la 1ère conférence sur le transport durable dans la Zone MENA, les 28 et 29 juin 2018



08/06

Bourse de Tunis : New Body Line, Ago le 08 Juin 2018



09/06

Bourse de Tunis : MPBS, ago le 09 juin 2018



12/06

Bourse de Tunis : Magasin Général, ago le 12 juin 2018



15/06

Saison bleue: 200 événements sur la côte tunisienne, du 15 juin au 30 septembre 2018



19/06

Bourse de Tunis : Unimed, proposera un dividende de 0,235 dinar par action



30/06

Le CEPEX invite les entreprises tunisiennes à participer au Summer Fancy



30/08

Bourse de Tunis : Sits, Ago le 31 août 2018

# AUDIENCE WMC PORTAIL

(2017 - source Google Analytics)

+ de **7 Millions**  
Visiteurs Uniques

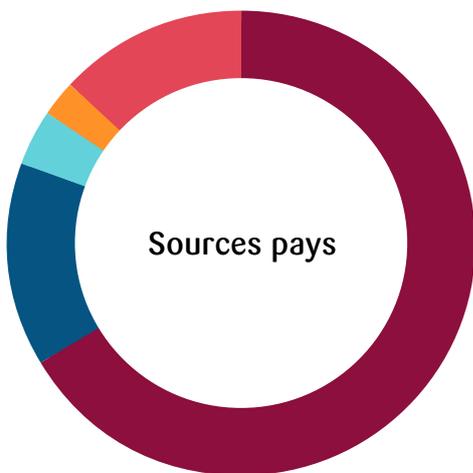
+ de **12 Millions**  
Visites

+ de **23 Millions**  
Pages Vues

## L'Offre de ciblage intégrée la plus puissante du web tunisien

CSP+, Cadres, Dirigeants... associé à un ciblage large public (depuis 2000)

### WEBMANAGERCENTER



■ Tunisie 66% ■ France 14% ■ Algérie 4%  
■ Maroc 3% ■ Autres 13%

## 5':44 minutes

Temps moyen passé sur le site

+ de **50%**  
d'utilisateurs sur mobiles  
et tablettes



Plus de 400 000 Fans  
sur nos différentes pages



Plus de 70 000 Abonnés  
sur nos différents comptes